



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Ce n'est pas à l'Élysée, ni à Matignon C'EST DANS LA RUE ET PAR LA GRÈVE QU'ON PEUT GAGNER CONTRE MACRON ET SA POLITIQUE !

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

18 OCTOBRE 2017

Plus de quatre mois après les premières rencontres sur les ordonnances qui font exploser le Code du travail, le ballet des « discussions » a repris à l'Élysée, à la fin de la semaine dernière, avant de se poursuivre cette semaine à Matignon. Cette fois, il s'agit d'aborder les "réformes" de la formation professionnelle, de l'apprentissage et la refonte de l'assurance chômage.

L'objectif de Macron est clair. Comme pour les ordonnances, il veut faire croire à une "concertation" avant de mettre en musique sa politique, comme il l'entend, une fois de plus au service exclusif des patrons et des plus riches.

Malgré cela, alors que tout le monde sait qu'il n'y a strictement rien à gagner à cette comédie du "dialogue social", tous les dirigeants syndicaux ont accepté l'invitation. Comme s'il était possible de « discuter » avec Macron, voire d'« arracher quelques avancées » dans le salons de l'Élysée !

Mais en prétendant discuter avec les syndicats d'autres sujets que les ordonnances, ce président et ce gouvernement des riches comptent imposer l'idée que c'est plié sur les ordonnances et qu'il faut passer à autre chose.

GOVERNEMENT ET PATRONAT PEUVENT RECULER

Droit dans leurs bottes, Macron et Philippe affirment qu'ils iront jusqu'au bout de leur entreprise de démolition des acquis sociaux, pour relancer la machine à profits sur le dos des salariés et des classes populaires.

Pourtant, le gouvernement a déjà dû reculer à deux reprises. Il l'a fait le 4 octobre, face à la menace des routiers de bloquer le pays. Pour éviter cette épreuve de force, le gouvernement a dû signer un accord garantissant leurs primes au niveau de la branche transports, et non de l'entreprise comme prévu par la réforme du Code du travail. Puis après les routiers, le 13 octobre, ce sont les dockers qui ont obtenu que leur Convention collective déroge aux ordonnances en garantissant qu'elle ne puisse pas être remise en cause par des accords d'entreprise.

Si le gouvernement reste bien silencieux sur ces reculades, comme pour éviter la contagion, c'est la

preuve qu'il est possible d'imposer l'abrogation des ordonnances, malgré leur signature par Macron et publication au Journal officiel. Et que ce gouvernement serait bien incapable de résister à une mobilisation massive et déterminée des travailleurs.

EN FINIR AVEC LA DISPERSION, POUR SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER

Après les mobilisations des 12 et 21 septembre contre les ordonnances, celle des retraités le 28 septembre, celle de la fonction publique le 10 octobre, celle des métallos le 13 octobre, la CGT appelle, seule, à une nouvelle journée de mobilisation ce jeudi 19 octobre. Et le 24 octobre, une nouvelle réunion des directions nationales des syndicats pourrait aboutir à un appel à la mobilisation en novembre, sans précision à ce jour

sur ses formes et ses objectifs.

Pourtant, il est évident que nous ne pourrions pas gagner avec des appels dispersés, secteur par secteur, syndicat par syndicat, journée d'action après journée d'action. Que nous soyons salariés du "public", du "privé" ou sans emploi, jeunes ou retraités, nous sommes tous et toutes concernés par les attaques tout azimut de ce gouvernement.

Avant la ratification des ordonnances par le Parlement, la semaine du 20 novembre, il faut une vraie journée de grève interprofessionnelle et une manifestation nationale pour créer les conditions d'un mouvement d'ensemble qui passe inévitablement par une grève reconductible. Parce que pour gagner, nous avons besoin d'une grève prolongée, qui bloque l'activité du pays en occupant les lieux de travail, les entreprises et les services.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



GE VEUT SUPPRIMER 345 POSTES DE TRAVAIL A GRENOBLE

General Electric c'est la firme américaine qui avait racheté il y a deux ans une partie d'Alstom, dont Alstom Energie, contre la promesse de garantir l'emploi dans les différentes usines rachetées.

General Electric se moque de l'accord passé il y a deux ans avec Hollande et s'apprête à supprimer 345 emplois sur le site de Grenoble. Le gouvernement de Macron laisse faire alors qu'il a toutes les possibilités d'intervenir selon les termes mêmes des accords passés.

Les 345 suppressions d'emplois ne sont que le prélude à la fermeture complète du site, avec quatre fois plus d'emplois « indirects » qui disparaîtraient dans la foulée. Cette liquidation programmée, c'est aussi l'abandon d'une filière d'énergie propre, renouvelable, de proximité. Pas la peine de se lamenter sur le réchauffement climatique si c'est pour ne pas se donner les moyens de sortir des énergies polluantes.

Ils résistent à Grenoble : autant de raisons pour faire de la bataille pour l'emploi des GE tous ensemble une bataille nationale

MACRON, PDG DE LA REPUBLIQUE, SUR TF1

Dimanche soir, Macron voulait convaincre qu'il n'est pas le « président des riches ». Mais pour lui, les 277 salariés de GM&S qui se battent pour leur emploi « foutent le bordel » et les 157 licencié(e)s sont des « activistes violents qui bloquent tout pour avoir des indemnités supra légales ». Les ouvrières de la société GAD étaient « illettrées » et toutes celles et ceux qui se battent contre la loi travail sont des « fainéants », des « cyniques » ou des « extrêmes ». Nous sommes tous « des gens qui ne sont rien », mais nous sommes des millions.

POUR QUI ROULE LA VOITURE ELECTRIQUE ?

Hulot a annoncé « la fin de la vente des voitures à essence et diesel d'ici 2040 ». En France, pour remplacer 39 millions de voitures par des voitures électriques, il faudrait installer partout des bornes à recharge rapide et une quinzaine d'EPR pour les alimenter. Chère (1 % des ventes), peu autonome (200 km maxi), déçue du label « zéro émission » en raison de sa production très polluante (émissions de CO², déchets produits), la voiture électrique est encore moins écolo si elle sert d'alibi pour construire des centrales nucléaires.

LE PLAN RENAULT 2017- 2022 : UN PLAN POUR LES ACTIONNAIRES

Le nouveau plan quinquennal Renault s'appelle « Drive the futur » après « Drive the change ». Plus snob, tu meurs ! Principal objectif : la marge opérationnelle devrait atteindre 7 % d'ici à cinq ans.

Renault avec Dacia et Autovaz veut passer de 3,5 millions à 5 millions de voitures produites et vendues dans le monde grâce aux seuls résultats en Chine, en Inde, en Russie, en Iran et au Brésil.

L'alliance avec Nissan élargie à Mitsubishi va se poursuivre pour dégager encore de nouvelles économies. D'ici à 2020, 70% des véhicules devraient être construits sur les plates-formes Renault-Nissan pour économiser environ 30% sur les achats et jusqu'à 40% sur les coûts d'ingénierie.

Finies les envolées sur le véhicule électrique : Renault rentre dans la moyenne.

Plan pour les actionnaires il est dans la continuité des plans précédents dont on a pu vérifier les conséquences pour les salaires et l'emploi. Nous sommes prévenus !

PEL RACHETÉ PAR PSA : LE TEMPS DES RESTRUCTURATIONS

Le rachat a été conclu le 1^{er} août. Avant cette date, le PDG de PSA Tavarès, avait garanti le maintien des emplois chez Opel jusqu'en 2018.

Chaque salarié de PSA produirait en moyenne 35 véhicules, contre 30 pour un employé d'Aix-la-Chapelle. C'est la conséquence de la réduction permanente des effectifs pratiquée chez PSA, passés de 123 000 salariés en 2011 à 90 000 aujourd'hui. Le message est clair : il faut faire pareil chez Opel en Allemagne, ce qui aboutirait à la suppression de 6 000 emplois chez Opel en Allemagne.

Décidément, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Un premier plan de redressement est attendu chez Opel pour novembre 2017. Et chez la filiale anglaise, sans attendre, 400 postes de travail sont dès maintenant supprimés dans une usine.

Les leçons de Tavarès s'appliquent partout rendant encore plus actuelle l'exigence de la solidarité entre tous les salariés du nouveau conglomérat : Peugeot, Citroën, Opel et Vauxhall.

IMPOT SUR LA FORTUNE VERSION MACRON JACKPOT POUR LES SUPER RICHES

Sous prétexte de pollution, circuler avec une vieille voiture sera bientôt impossible. Tant pis pour ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se payer des 4x4, des voitures de luxe, des jets ou des yachts de plaisance : dès l'an prochain, sur ces signes-là de richesse-là, ils auraient été exonérés d'impôt sur la fortune. Comme sur leurs éventuels actifs financiers : actions et placements en tous genres. Les chômeurs à qui on impose de déclarer leurs petites épargnes et la moindre somme gagnée avec un petit boulot avant de calculer leur droit au RSA apprécieront.

Et on explique à ceux et celles qui tirent le diable par la queue et à qui on promet de nouvelles baisses d'APL au-delà des 5€ que ces milliards de cadeaux aux super riches sont nécessaires au redressement de l'économie. Mais comme ces milliards vont aggraver la situation des comptes publics, c'est encore aux mêmes qu'on va demander de supporter la hausse du forfait hospitalier et autres sacrifices. La ficelle est un peu grosse.

LOGEMENT SOCIAL : DES MAGOTS OU DEMAGO ?

Pour justifier de taxer les bailleurs sociaux, Macron a affirmé que les offices d'HLM dormaient sur un « magot ». Le vrai magot, celui des grandes fortunes est préservé par Macron grâce à la baisse de l'ISF ... financée par la baisse des APL.



Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63